



## Veille européenne

Bulletin n°9 : Novembre 2016

### Sommaire

<b>FISCALITE</b> .....	5
<b>PANAMA PAPERS</b> .....	5
<b>8 novembre 2016 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale (PANA)</b> .....	5
○ Echange de vues .....	5
<b>ASSIETTE COMMUNE CONSOLIDEE DE L’IMPOT DES SOCIETES</b> .....	5
<b>8 novembre 2016 – Conseil, formation des Affaires Economiques et Financières</b> .....	5
○ Echange de vues .....	5
<b>JURIDICTIONS NON COOPERATIVES</b> .....	5
<b>8 novembre 2016 – Conseil, formation des Affaires Economiques et Financières</b> .....	5
○ Conclusions .....	5
<b>TRANSPARENCE FISCALE</b> .....	6
<b>10 novembre 2016 – Commission</b> .....	6
○ Consultation publique .....	6
<b>8 novembre 2016 – Conseil, formation des Affaires Economiques et Financières</b> .....	6
○ Accord .....	6
<b>RATIO RECETTES FISCALES/PIB</b> .....	6
<b>25 novembre 2016 – Eurostat</b> .....	6
○ Rapport .....	6
<b>DONNEES PERSONNELLES</b> .....	7
<b>ACCORD UE-USA SUR L’ECHANGE DE DONNEES A DES FINS COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)</b> .....	7
<b>18 novembre 2016 – Futur gouvernement des Etats-Unis</b> .....	7
○ Futur directeur de la CIA .....	7

<b>2 novembre 2016 – Exégètes amateurs .....</b>	<b>7</b>
○ Second recours .....	7
<b>LIBRE CIRCULATION DES DONNEES .....</b>	<b>7</b>
<b>25 novembre 2016 – Commission européenne .....</b>	<b>7</b>
○ Annonce de la publication d’un règlement .....	7
<b>22 novembre 2016 – Commission européenne .....</b>	<b>7</b>
○ Annonce de la publication d’une communication .....	7
<b>17 novembre 2016 – Parlement européen .....</b>	<b>8</b>
○ Conférence .....	8
<b>MARCHE INTERIEUR .....</b>	<b>9</b>
<b>STRATEGIE DU MARCHE UNIQUE .....</b>	<b>9</b>
<b>28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité.....</b>	<b>9</b>
○ Echange de vues .....	9
<b>11 novembre 2016 – Présidence slovaque du Conseil.....</b>	<b>9</b>
○ Document préparatoire du Conseil Compétitivité .....	9
<b>INSOLVABILITE ET RESTRUCTURATION .....</b>	<b>9</b>
<b>22 novembre 2016 – Commission européenne .....</b>	<b>9</b>
○ Proposition de directive .....	9
<b>POLITIQUE INDUSTRIELLE .....</b>	<b>10</b>
<b>28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité.....</b>	<b>10</b>
○ Discussion .....	10
<b>START-UP.....</b>	<b>10</b>
<b>22 novembre 2016 – Commission européenne .....</b>	<b>10</b>
○ Communication .....	10
<b>PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA PRESIDENCE MALTAISE .....</b>	<b>10</b>
<b>28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité.....</b>	<b>10</b>

○ Présentation .....	10
<b>NORMALISATION .....</b>	<b>10</b>
<b>24 novembre 2016 – Parlement européen .....</b>	<b>10</b>
○ Rapport d’initiative non-législatif.....	10
<b>MARCHES PUBLICS .....</b>	<b>11</b>
<b>22 novembre 2016 – Commission européenne .....</b>	<b>11</b>
○ Consultation .....	11
<b>SERVICES .....</b>	<b>11</b>
<b>17 novembre 2016 – Commission européenne .....</b>	<b>11</b>
○ Mises en demeure.....	11
<b>EMPLOI .....</b>	<b>12</b>
<b>AGENDA DES COMPETENCES .....</b>	<b>12</b>
<b>28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité.....</b>	<b>12</b>
○ Echange de vues.....	12
<b>21 novembre 2016 – Conseil, formation Emploi.....</b>	<b>12</b>
○ Résolution.....	12
<b>PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX .....</b>	<b>12</b>
<b>28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité.....</b>	<b>12</b>
○ Discussion.....	12
<b>L’AVENIR DU TRAVAIL .....</b>	<b>13</b>
<b>15 novembre 2016 – Commissaire à l’Emploi .....</b>	<b>13</b>
○ Discours.....	13
<b>7 novembre 2016 – Parlement européen .....</b>	<b>13</b>
○ Audition.....	13
<b>7 novembre 2016 – Parlement européen .....</b>	<b>13</b>
○ Audition.....	13

<b>TRAVAILLEURS DETACHES .....</b>	<b>13</b>
<b>29 novembre 2016 – Parlement européen .....</b>	<b>13</b>
○ Finalisation du projet de rapport .....	13
<b>25 novembre 2016 – Présidence slovaque.....</b>	<b>14</b>
○ Rapport d'étape .....	14
<b>21 novembre 2016 – Ministre du Travail et Secrétaire d'Etat aux Transports .....</b>	<b>14</b>
○ Déplacement au Parlement européen.....	14
<b>1 novembre 2016 – Parlement européen .....</b>	<b>14</b>
○ Note.....	14

## FISCALITE

### **PANAMA PAPERS**

#### **8 novembre 2016 – Commission parlementaire d'enquête sur l'évasion fiscale (PANA)**

- Echange de vues

La commission parlementaire d'enquête sur l'évasion fiscale a fait le point avec la Commissaire en charge des questions de Justice et Consommateurs, Vera Jourova, sur la mise en œuvre de la législation européenne. Elle a également entendu le prix Nobel de l'Economie Joseph Stiglitz qui a défendu une "approche globale exhaustive" pour lutter contre les structures fiscales secrètes et qui a appelé à une "tolérance zéro". Il soutient que la création de registres consultables publiquement des propriétaires effectifs d'entreprises est "absolument essentielle" et que des sanctions plus strictes devraient s'appliquer aux acteurs qui facilitent l'évasion et la fraude fiscales ainsi que le blanchiment d'argent, comme les cabinets juridiques, les conseillers et les gestionnaires de fortune.

La prochaine réunion est prévue le 7 décembre.

### **ASSIETTE COMMUNE CONSOLIDEE DE L'IMPOT DES SOCIETES**

#### **8 novembre 2016 – Conseil, formation des Affaires Economiques et Financières**

- Echange de vues

Les ministres en charge des Affaires économiques et financières ont procédé à un premier échange de vues sur les propositions de la Commission pour une assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) qui ont été publiées fin octobre. L'examen des textes a déjà commencé au sein du groupe de travail. Ces propositions relèvent de la fiscalité et requièrent donc un accord à l'unanimité au Conseil, après consultation du Parlement. Celui-ci n'a pas encore désigné ses rapporteurs.

### **JURIDICTIONS NON COOPERATIVES**

#### **8 novembre 2016 – Conseil, formation des Affaires Economiques et Financières**

- Conclusions

Les ministres de l'Economie ont adopté des [conclusions](#) sur les critères et les procédures menant à l'établissement d'une liste de juridictions non coopératives en matière fiscale. Cela alimente le travail d'évaluation des juridictions tierces par le Conseil et la Commission qui devrait être finalisée d'ici septembre 2017 afin d'aboutir à une liste européenne d'ici la fin de l'année 2017. Néanmoins, l'évaluation des juridictions est perçue comme un processus continu.

## TRANSPARENCE FISCALE

### 10 novembre 2016 – Commission

- Consultation publique

La Commission a lancé une [consultation publique](#) sur les mesures destinées à dissuader les conseillers et intermédiaires de proposer des dispositifs d'optimisation fiscale potentiellement agressifs. Elle vise à recueillir l'avis des parties prenantes sur la nécessité d'une action de l'UE, les autres options possibles et les caractéristiques d'un éventuel régime d'information. La consultation est ouverte jusqu'au 16 février 2017.

### 8 novembre 2016 – Conseil, formation des Affaires Economiques et Financières

- Accord

Les ministres de l'Economie se sont mis d'accord sur une proposition de directive relative à la transparence fiscale qui accorde aux autorités fiscales un accès aux informations détenues par les autorités chargées de la prévention du blanchiment de capitaux. Les Etats membres seront tenus d'accorder l'accès aux informations relatives aux bénéficiaires effectifs d'entreprises. Le Conseil pourra adopter formellement la directive lorsque le Parlement aura rendu son avis. La directive devrait s'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette proposition est l'une des mesures présentées par la Commission en juillet 2016, à la suite des révélations sur les "Panama Papers" d'avril 2016.

## RATIO RECETTES FISCALES/PIB

### 25 novembre 2016 – Eurostat

- Rapport

L'office en charge des statistiques de l'UE, Eurostat, a publié un [rapport](#) qui révèle que la somme des impôts et des cotisations sociales nettes en pourcentage du PIB, s'est élevé à 40,0% dans l'UE en 2015, ce qui est stable par rapport à 2014. Dans la zone euro, les recettes fiscales représentaient 41,4% du PIB en 2015, en légère baisse par rapport au taux de 41,5% de 2014. C'est la première fois depuis son niveau plancher de 2010 que le ratio recettes fiscales/PIB n'augmente pas dans les deux zones. La première catégorie d'impôts dans l'UE porte sur la production et les importations.

## DONNEES PERSONNELLES

### **ACCORD UE-USA SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES A DES FINS COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)**

#### **18 novembre 2016 – Futur gouvernement des Etats-Unis**

- Futur directeur de la CIA

Le président-élu Donald Trump a annoncé son intention de nommer Mike Pompeo en tant que directeur de la CIA lorsqu'il prendra ses fonctions en janvier 2017. Mike Pompeo, qui représente le Kansas à la Chambre des Représentants, est membre du Tea Party et est connu pour son opposition à la réforme des programmes de surveillance des individus par le gouvernement américain, qui est pourtant la condition sur laquelle repose l'accord du Privacy Shield.

La présidente du groupe européen des CNIL, Isabelle Falque-Pierrotin, a indiqué que ces annonces rendaient encore plus essentielle la première évaluation de l'accord qui aura lieu l'été prochain.

#### **2 novembre 2016 – Exégètes amateurs**

- Second recours

Une semaine après le recours déposé par l'organisation Digital Rights Ireland, le Privacy Shield est de nouveau porté devant la justice européenne par l'organisation française des Exégètes amateurs. Ce collectif, qui réunit La Quadrature du Net, la FDN et French Data Network, demande l'annulation de l'accord conclu en juillet dernier. Les requérants reprennent les griefs formulés à l'encontre du Safe Harbour qui ont motivé la CJUE à l'invalider. Le Tribunal doit désormais déterminer si ce recours est recevable. Si c'est le cas, le jugement ne sera probablement pas rendu avant au moins un an.

### **LIBRE CIRCULATION DES DONNEES**

#### **25 novembre 2016 – Commission européenne**

- Annonce de la publication d'un règlement

Le vice-président de la Commission en charge du marché numérique, Andrus Ansip, a annoncé que la Commission présentera un règlement sur la libre circulation des données en juin 2017. Initialement, ce règlement devait être publié au début de l'année 2017 mais le vice-président a souligné qu'il n'y avait pas à l'heure actuelle de consensus sur la question.

#### **22 novembre 2016 – Commission européenne**

- Annonce de la publication d'une communication

Une porte-parole de la Commission pour le marché numérique a annoncé en conférence de presse que la Commission prévoyait de publier une initiative sur la libre circulation des données le 11 janvier prochain. Contrairement aux annonces faites précédemment, cette initiative ne serait pas de nature législative : elle consisterait en une communication visant à présenter les principaux défis en la matière. La porte-parole a expliqué que la Commission souhaitait rassembler davantage de données et d'informations avant de proposer des mesures législatives pour garantir libre circulation des données. De telles mesures pourraient néanmoins être publiées plus tard dans l'année.

### **17 novembre 2016 – Parlement européen**

- Conférence

La députée libérale néerlandaise Marietje Schaake a organisé une conférence sur la libre circulation des données à laquelle elle a invité la Commissaire en charge du Commerce, Cecilia Malmström. Cette dernière a d'abord rappelé que les données personnelles devaient être protégées, en accord avec la Charte européenne des droits de l'homme, que ces droits n'étaient pas négociables et que le traitement des données n'était pas affecté par les accords commerciaux. Néanmoins, elle a ensuite expliqué que les restrictions à la libre circulation des données étaient un frein au commerce et que ces limitations n'étaient qu'un exemple de protectionnisme.



## MARCHE INTERIEUR

### STRATEGIE DU MARCHE UNIQUE

#### **28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité**

- Echange de vues

Sur la base d'un [document préparatoire](#) de la présidence slovaque, les Ministres de l'Industrie ont procédé à un échange de vues sur la mise en œuvre de la stratégie pour un marché unique que la Commission a publié en octobre 2015. Les Ministres sont d'avis de se concentrer sur l'application efficace des règles et de prendre un nombre limité d'initiatives politiques ciblées. Ils ont souligné la nécessité d'adopter un paquet sur les services, ce que la Commission prévoit de faire d'ici fin 2016.

#### **11 novembre 2016 – Présidence slovaque du Conseil**

- Document préparatoire du Conseil Compétitivité

La présidence slovaque a préparé un [document préparatoire](#) pour structurer le débat du Conseil Compétitivité du 28 novembre. Plusieurs initiatives sont encore prévues d'ici la fin de l'année: un paquet de mesures sur les services (carte européenne sur les services pour améliorer la fourniture de services transfrontières, initiative sur les professions réglementées). La Commission adoptera en 2017 une révision de la directive sur l'application des droits de propriété intellectuelle, un paquet de mesures sur l'application des règles du marché intérieur et un paquet sur les biens (initiatives relatives à la reconnaissance mutuelle et pour améliorer la conformité aux règles par les Etats. Enfin la Commission prévoit d'adopter un paquet sur les marchés publics ainsi qu'une communication qui présente les meilleures pratiques pour faciliter la vente au détail.

### INSOLVABILITE ET RESTRUCTURATION

#### **22 novembre 2016 – Commission européenne**

- Proposition de directive

La Commission a présenté une [proposition de directive](#) en matière d'insolvabilité des entreprises afin de promouvoir la restructuration précoce pour soutenir la croissance et protéger les emplois. Cette directive repose sur trois piliers : des principes communs pour utiliser des cadres de restructuration précoce qui aideront les entreprises à poursuivre leur activité et préserver des emplois ; des règles autorisant les entrepreneurs à bénéficier d'une seconde chance car ils seront libérés de leurs dettes après un délai maximal de trois ans ; et des mesures pour améliorer l'efficacité des procédures d'insolvabilité. Le Parlement et le Conseil vont engager leurs travaux sur ce texte.

## **POLITIQUE INDUSTRIELLE**

### **28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité**

- Discussion

Les délégations allemande et luxembourgeoise ont [demandé](#) au Conseil de discuter des moyens de mettre l'accent sur la politique industrielle dans le cadre du programme de travail 2017 de la Commission. Plusieurs délégations ont soutenu cette demande et certaines ont souligné le besoin de renforcer les liens entre politique industrielle, innovation et numérisation des services et des produits.

## **START-UP**

### **22 novembre 2016 – Commission européenne**

- Communication

La Commission a publié une communication sur les jeunes pousses et les moyens pour elles de se développer (*start-up and scale-up*). Cette initiative vise en particulier à permettre un meilleur accès au financement grâce au Fonds paneuropéen de fonds de capital-risque que la Commission et la Banque européenne d'investissement sont en train de créer. Elle met également l'accent sur les moyens d'aider les entreprises à s'orienter parmi les exigences réglementaires pour améliorer le soutien à l'innovation. La Commission prévoit aussi d'adopter des mesures pour soutenir l'utilisation des droits de propriété intellectuelle par les PME et l'accès des start-up aux marchés publics européens.

## **PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA PRESIDENCE MALTAISE**

### **28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité**

- Présentation

La délégation maltaise, qui prendra la tête du Conseil de l'UE de janvier à juin 2017, a présenté ses priorités aux autres Etats. Celles-ci incluent le développement du marché unique numérique, la mobilisation de l'investissement privé, le début des négociations sur le paquet des services et l'amélioration de l'environnement pour les PME. En ce qui concerne la recherche, la future présidence a l'intention de se concentrer sur l'espace européen de la recherche et sur l'avancée des discussions sur le programme PRIMA qui vise à renforcer la coopération avec les pays voisins de la Méditerranée.

## **NORMALISATION**

### **24 novembre 2016 – Parlement européen**

- Rapport d'initiative non-législatif

Le Parlement a décidé de s'autosaisir pour évaluer la mise en œuvre du [règlement](#) sur les normes européennes adopté en 2012. La commission parlementaire du marché intérieur est responsable au fond et c'est la députée socialiste maltaise Marlene Mizzi qui sera chargé de la rédaction du rapport. Les rapporteurs fictifs sont la Hongroise Idilko Gall-Pelcz pour le PPE, la Britannique Vicky Ford pour les Conservateurs, l'Estonienne Kaja Kallas pour les Libéraux, le Néerlandais Dennis de Jong pour la Gauche unitaire et l'Allemande Julia Reda pour les Verts. Les commissions de l'Industrie et du Transport rendront un avis.

## MARCHES PUBLICS

### 22 novembre 2016 – Commission européenne

- Consultation

La Commission a ouvert une [consultation](#) publique sur la nouvelle génération des formulaires standards électroniques sur les marchés publics. L'objectif des formulaires électroniques est d'améliorer la concurrence pour les contrats publics et la gouvernance des marchés.

La consultation est ouverte jusqu'au 16 janvier 2017.

## SERVICES

### 17 novembre 2016 – Commission européenne

- Mises en demeure

La Commission demande à neuf Etats de lever les obstacles excessifs et injustifiés aux activités transfrontalières. Elle a pris des mesures contre l'Autriche, la Belgique, Chypre, le Danemark, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, la Lituanie et l'Espagne au motif que leurs réglementations nationales comportent des obstacles excessifs et injustifiés à la prestation de services dans le marché intérieur et qui sont contraires à la directive Services adoptée en 2006. Les États ont désormais deux mois pour notifier à la Commission les mesures prises pour remédier à la situation.

## EMPLOI

### AGENDA DES COMPETENCES

#### 28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité

- Echange de vues

Les Ministres ont procédé à un échange de vues sur l'écart entre les compétences des individus et les demandes de l'industrie (« *skill mismatch* ») ainsi que sur les futurs besoins. Le débat était introduit par la Commission qui a présenté l'état de la situation en Europe et qui a souligné le besoin de prendre en compte la nature évolutive des emplois. Les Ministres se sont référés à l'Agenda des compétences qui fournit un cadre pour renforcer les compétences.

#### 21 novembre 2016 – Conseil, formation Emploi

- Résolution

Les Ministres de l'Emploi ont adopté une [résolution](#) sur un agenda pour de nouvelles compétences pour une Europe inclusive et compétitive. Il couvre des domaines tels que le développement des compétences, la reconnaissance mutuelle des qualifications et le soutien pour une formation professionnelle ainsi que l'acquisition de compétence numérique dès le plus jeune âge.

### PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX

#### 28 novembre 2016 – Conseil, formation Compétitivité

- Discussion

La délégation hongroise a attiré l'attention du Conseil sur les aspects liés à la compétitivité du pilier européen des droits sociaux. Les Hongrois [soulignent](#) le besoin de réévaluer le modèle social européen et ses conséquences sur la croissance en termes d'inclusivité et ils ont rappelé les conclusions adoptées en 2013 selon lesquelles la participation à l'approfondissement de la dimension sociale est volontaire pour les Etats qui sont en dehors de l'Euro. La Commissaire à l'Emploi, Marianne Thyssen, a expliqué que le pilier européen des droits sociaux doit être un cadre de référence pour promouvoir le progrès social tout en respectant le principe de subsidiarité.

Ce sujet sera de nouveau abordé lors du Conseil Emploi prévu le 8 décembre.

## L'AVENIR DU TRAVAIL

### 15 novembre 2016 – Commissaire à l'Emploi

- Discours

A l'occasion de la conférence sur l'avenir du travail organisée par le Comité économique et social européen et par l'Organisation internationale du Travail à Bruxelles, la Commissaire Thyssen a fait un [discours](#). Elle a souligné que tous les partenaires sociaux avaient un rôle à jouer et que l'objectif commun devrait être de s'assurer que le progrès économique et le progrès social avancent de pair. Elle a rappelé les mesures prises par la Commission jusqu'à présent et a annoncé que la Commission se concentrera désormais sur la révision en cours de la directive sur les travailleurs détachés, sur la finalisation de la proposition de révision relative à la coordination des systèmes de sécurité sociale et sur l'amélioration de l'application des règles de santé et sécurité au travail.

### 7 novembre 2016 – Parlement européen

- Audition

La commission parlementaire de l'Emploi a organisé une audition publique sur les aspects de santé et de sécurité de la nouvelle génération d'emploi. Les députés ont discuté l'impact des développements technologiques, notamment les nanomatériaux, les biotechnologies et les nouvelles formes d'organisation du travail, sur les travailleurs. Le [programme](#) de la conférence.

### 7 novembre 2016 – Parlement européen

- Audition

La commission parlementaire des Libertés civiles a organisé une audition publique sur la révision de la « carte bleue européenne ». Inspirée de la carte verte américaine, la carte bleue européenne est un outil permettant d'attirer des travailleurs hautement qualifiés de pays tiers dans l'UE et de combler le déficit de compétences au sein de l'Union. La Commission a présenté en juin dernier sa proposition de révision de la directive sur la carte bleue qui date de 2009. Le [programme](#) de la conférence.

## TRAVAILLEURS DETACHES

### 29 novembre 2016 – Parlement européen

- Finalisation du projet de rapport

Les co-rapporteurs au fond sur la proposition de directive sur les travailleurs détachés ont envoyé leur projet de rapport à la traduction. La co-rapporteur française membre du Parti populaire européen, Elisabeth Morin-Chartier, a précisé les prochaines étapes du calendrier : présentation du projet de rapport en commission Emploi les 25 et 26 janvier 2017, délai de dépôt des amendements jusqu'au 9 février, négociation des amendements de compromis pendant plusieurs mois pour une adoption en commission Emploi prévue mi-juillet. Elle a également publié un [mémo](#) avec les points essentiels de son rapport.

### **25 novembre 2016 – Présidence slovaque**

- Rapport d'étape

En prévision du Conseil Emploi qui aura lieu le 8 décembre, la présidence slovaque a envoyé un [rapport d'étape](#) aux autres délégations du Conseil sur la proposition de directive sur les travailleurs détachés. Cinq sujets ont été identifiés comme problématiques : le détachement de long terme et la relation avec le règlement sur les obligations contractuelles dans l'UE ; la rémunération des travailleurs détachés ; les accords collectifs ; la sous-traitance et les agents temporaires.

### **21 novembre 2016 – Ministre du Travail et Secrétaire d'Etat aux Transports**

- Déplacement au Parlement européen

La Ministre Myriam El Khomri et le Secrétaire d'Etat Alain Vidalies se sont [rendus](#) au Parlement européen à Strasbourg afin de promouvoir les positions du gouvernement sur la politique européenne en matière sociale et en particulier dans les transports. A cette occasion, ils ont rencontré des députés européens et se sont entretenus avec les Commissaires Bulc (Transport) et Thyssen (Emploi et Affaires sociales). Ils ont rappelé l'engagement de la France à garantir un haut niveau de protection des travailleurs détachés et à préserver une concurrence équitable au sein du marché intérieur : lutte contre les sociétés boîtes aux lettres, interdiction du double détachement d'intérimaires, intégration de l'hébergement dans le noyau dur des droits des travailleurs détachés.

### **1 novembre 2016 – Parlement européen**

- Note

Le service de recherche du Parlement européen a rédigé une [note](#) sur la libre circulation des travailleurs dans l'UE. Elle rappelle la base juridique sur laquelle se fondent les législations, leurs objectifs et leurs réalisations. Parmi ces dernières, se trouvent la non-discrimination des travailleurs en provenance des autres Etats de l'UE, la création d'une carte européenne d'assurance maladie, les règles sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et de préservation des droits à pension complémentaire.